



LE BUREAU DES QUESTIONS EXISTENTIELLES

LE ROI DES ORDURES est-il Toulousain ?

SURANNÉ. On affine souvent le mobilier urbain odorant couronné d'un couvercle à la dynastie Poubelle. Du nom de leur inventeur, Eugène Poubelle, préfet de Paris. Pourtant, Toulouse a aussi participé à la grande histoire des déchets

À l'aube, la rue Pargaminières est déserte. Un noctambule bouscule un bac de plastique gris et manque de tomber. L'homme disparaît et laisse place au ronflement irrégulier d'un camion poubelle. Les bacs pleins se vident et leurs couvercles verts se rabattent dès qu'ils retouchent au sol : « Heureusement, ce serait pénible de remettre les couvercles à chaque fois », lâche un des agents avant de reprendre sa tournée. Non loin de là, sur les terrasses de la Daurade, un mot sort de sa retraite et concentre les discussions matinales : « Bédoucette ? Allez chérie, sors ta bédoucette, on part à la mer ! C'est une petite valise non ? », tente Sylvain en garant son scooter. Ghislaine est un peu plus âgée, et l'expression lui dit quelque chose : « Sortir la bédoucette ! Oui oui, j'entendais ma grand-mère le dire mais je ne sais plus à quel propos. » Le rapport avec nos couvercles de bac à ordures ? « Bein, la bédoucette, c'est une poubelle », indique Jeanne, avant d'être emportée par la laisse de son chien. La bédoucette est en effet une révolution toulousaine. Elle porte le nom d'Albert Bédouce, maire de la ville en 1906, puis député et ministre. À l'époque, la poubelle existe déjà. Rendue obligatoire dans le département de la Seine par le préfet Eugène Poubelle dès le 24 novembre 1883. Il faut attendre 1929 pour que cet outil ne le devienne à Toulouse. La poubelle utilisée jusqu'alors à Paris est un cylindre métallique, affublé d'un couvercle indépendant. Résultat : le couvre-chef



ALBERT BÉDOUCE CROISANT EUGÈNE POUBELLE.

se retrouve régulièrement au sol, cabossé ou volé, et les animaux errants peuvent se servir facilement. Albert Bédouce a donc l'idée géniale de solidariser le couvercle au réceptacle à l'aide de deux montants articulés. La bédoucette est née. Le terme se substitue longtemps pour les Toulousains à celui de "poubelle" : « Ce mot est aujourd'hui complètement désuet, son usage a pris fin dans les années 1970 », explique Rémy Pech, professeur d'histoire contemporaine. Alors, roi des ordures, monsieur Bédouce ? Il faut rendre à Poubelle ce qui est à Eugène. Si ce dernier n'a pas amélioré l'objet, il a mis au point le système de traitement des déchets ménagers qui sera généralisé en France et dans le monde. En revanche, la poubelle doit beaucoup à la Ville rose. Encore avant la bédoucette, Henri Ebelot avait, lui, imposé son ébelotière dans la région. Maire de Toulouse entre 1871 et 1876, il avait conçu cette caisse en bois munie d'une anse, pour récolter, déjà, les ordures des Toulousains.

Gabriel Haurillon ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Grand angle p.10
COMMENT ÉVITER
LES DISCRIMINATIONS
À L'ATTRIBUTION
DES LOGEMENTS SOCIAUX?

Politique p.14
EN HAUTE-GARONNE,
LE PARTI SOCIALISTE
LIMITE
LES DÉGÂTS



Quand la VILLE se CULTIVE

L'hebdo qui veille au grain

© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 29 MARS > 04 AVRIL 2018 · N° 782

R 29141 - 0782 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UN CITADIN...

qui voulait son bout de jardin

est édité par Scoparl News-Medias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1016 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Séverine Sarrat, Nicolas Mathé, Paul Périé,
Grégoire Souchay, Fleur Ollagnier, Marie
Larpen, Claire Villard, Thomas Gourdin,
Vanessa Vertus, Nicolas Belaubre, Océane
Redon, Gabriel Haurillon, Charline Poullain,
Pauline Vilchez et Aurélien Pol.
CHEF DE PROJET WEB :
Olivia Marian
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Aïx et Hélène Ressayres
MAQUETTE :
Isabelle Aubry
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre, Xavier Pamphile et
Sylvie Cotillec
Tél : 07.62.89.26.21
service.commercial@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Enfant, j'ai grandi dans la banlieue toulousaine, à Castelnau d'Estrétefonds. Nous avons une maison avec un jardin dans lequel mon père avait aménagé un potager. L'été, surtout, nous mangions les légumes produits par ses soins. Et ma mère faisait des conserves pour le reste de l'année. Bien sûr, nous ne pouvions pas consommer que ça, mais c'était déjà une immense fierté pour mon père de nous apporter ces quelques légumes. Je me souviens combien mon frère, ma sœur et moi étions enthousiastes à l'idée de l'aider à biner, à semer et surtout à récolter les fruits de tant d'attention. Mettre des filets sur les salades pour éviter que les nuisibles ne les dévorent avant nous, planter des piquets pour faire grimper les tomates, ou arracher les mauvaises herbes pour qu'elles n'envahissent pas les plants nous amusait beaucoup, tout en nous permettant de passer du temps avec notre père. 25 ans plus tard, je voudrais pouvoir reproduire ce qui m'a procuré tant de bonheur étant plus jeune. Malheureusement, j'habite en ville, dans le quartier de Saint-Cyprien, où un tel jardin est inaccessible. J'ai bien tenté de planter quelques pieds de tomates-cerises dans des jardinières accrochées à mon bacon, mais le plaisir n'y est pas. Le manque de place me contraint à revoir mes ambitions à la baisse ! Pour me consoler, je me suis rabattu sur les aromates, persil, basilic, thym et ciboulette. C'est un début!

Raphaël, 32 ans, plombier-chauffagiste



**ÇA SURPREND TOUJOURS
DE POUVOIR ESTIMER
LA VALEUR DE SA VOITURE
AUSSI FACILEMENT.**

ESTIMEZ VOTRE VÉHICULE SUR
RENAULT.FR

- Rapide et gratuit
- 100 % en ligne
- Toutes marques

ET PROFITEZ DE NOS OFFRES EXCEPTIONNELLES :
jusqu'à 5 500 € en plus de la valeur de votre véhicule pour l'achat d'un véhicule de la gamme Renault.*

* Exemple pour toute commande d'un Renault Espace neuf. 5 500 € ajoutés à la valeur de reprise de votre ancien véhicule roulant. Nous calculons cette valeur sur la base de l'observation en temps réel du marché et des transactions les plus récentes. RDV en ligne sur notre site cote.renault.fr pour effectuer votre estimation de reprise personnalisée. L'estimation ainsi délivrée est ensuite finalisée en concession par un professionnel de l'automobile, en votre présence. Voir conditions générales disponibles sur notre site cote.renault.fr. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, pour l'achat d'un Renault Espace neuf du 01/04/2018 au 30/04/2018.



3 COMPRENDRE

PÉPINIÈRE. Chassez le naturel, il revient au galop. C'est peut-être pour cela que chaque printemps, de plus en plus de citadins sont pris par une envie irrésistible de biner et de sarcler. Au delà de l'enjeu global – d'ici 2050, 70 % de la population mondiale vivra dans des centres urbains – l'engouement pour l'agriculture en ville traduit sûrement un besoin de retour à nos racines paysannes. Mais aussi, tout simplement, de connaître ses voisins. Bref, de recréer des liens. Le JT égrène les moyens d'ensemencer la Ville rose pour qu'elle continue de se verdir.



Jt

QUAND LA VILLE

C'est un printemps qui n'en finit pas. Depuis plus d'une décennie, l'agriculture urbaine ne cesse de croître. Chaque année, des initiatives fleurissent dans les moindres recoins des villes. Mais devant un tel bourgeonnement et des expériences répondant à des motivations très diverses, le mouvement s'avère difficile à analyser. « Il n'y a pas de vrai consensus sur la définition de l'agriculture urbaine et les débats peuvent même être houleux. Le problème remonte à l'après Seconde guerre mondiale où l'on a créé un univers agricole complètement déconnecté de la réalité.

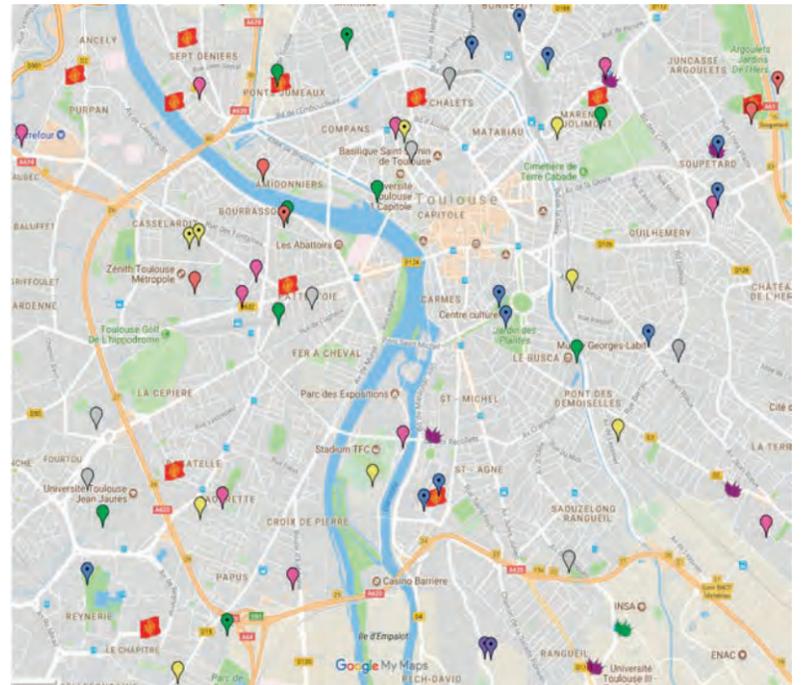
« Ce retour à la terre traduit à la fois un besoin d'autonomie et de collectif, une envie de reprendre les choses en main »

Résultat, aujourd'hui, le fait que des citoyens qui ne sont pas issus de ce monde se saisissent de la question est parfois mal perçu», commente Jean-Noël Consales, urbaniste à Marseille et cocoordonateur du projet Jassur (Jardins associatifs urbains et villes durables), programme financé par l'Agence nationale de la recherche pour mieux étudier le phénomène. Si aucun indicateur concret ne permet encore d'en mesurer l'ampleur, l'engouement pour les jardins collectifs et les potagers privés est palpable. Un boom que l'on peut dater du milieu des années 1990 en raison des crises

sanitaires, notamment celle de la vache folle. On assiste alors à une reconnexion des citoyens avec la question agricole, renforcée depuis par le contexte de crise. « Le ras-le-bol du modèle économique génère une quête générale de sens. Ce retour à la terre traduit à la fois un besoin d'autonomie et de collectif, une envie de reprendre les choses en main», assure Camille Dumat, professeure à l'Institut national polytechnique de Toulouse et fondatrice du réseau Agriville. « Dans des pays durement touchés par la crise comme la Grèce et l'Espagne, on a assisté à une démultiplication des jardins, le lien est clair », confirme Jean-Noël Consales. Bien que l'aspect alimentaire des potagers et jardins urbains n'est pas négligeable, les experts ne croient pas à l'ambition d'auto-suffisance affichée par certaines collectivités. « C'est illusoire. Le



LES JARDINS COLLECTIFS À TOULOUSE



-  Jardin familial
-  Jardin partagé
-  Jardin ouvert qui peut être au sein de l'espace public, une friche ou un jardin temporaire
-  Les jardins ayant ce symbole ont été accompagnés par Partageons les jardins
-  Jardin au sein d'une structure (école, hôpital, entreprise, résidence...)
-  projet de jardin partagé
-  composteur collectif
-  Les jardins de structure ayant ce symbole ont été accompagnés par Partageons les jardins

LES FONCTIONS DE L'AGRICULTURE URBAINE



Jt

se cultive

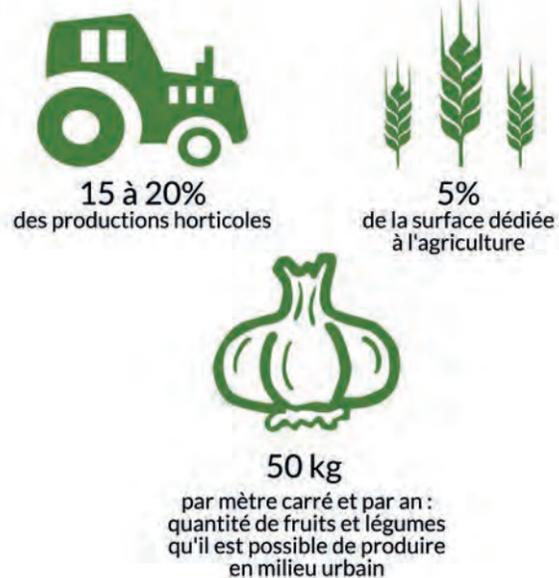
terme est plus à considérer comme un outil que comme un réel objectif. Il s'agit avant tout de faire réfléchir par des actions d'agriculture», tranche Camille Dumat. En plus de ses bénéfices sur la qualité de l'air, la biodiversité et les liens sociaux, l'agriculture urbaine aurait donc surtout un rôle pédagogique. Et pas seulement auprès des personnes des catégories les plus aisées, comme le prouve une enquête menée dans les milieux précaires de Marseille. «Nous avons comparé les tickets de caisse de consommatrices participant ou non à des jardins partagés. Celles qui en côtoient ont développé des habitudes d'achat de fruits et légumes bien

« Le jardin est une fenêtre sur la question alimentaire »

supérieures. Le jardin est une fenêtre sur la question alimentaire», affirme Jean-Noël Consales. Si elle a toute sa place en ville, l'agriculture se heurte tout de même à la problématique de l'espace et à la pression foncière, véritable nerf de la guerre, selon l'urbaniste : «Les villes ont besoin de construire des logements mais ce n'est pas incompatible. Il ne faut pas être binaire, on peut inventer des manières de bâtir tout en préservant les terres les plus cultivables. Mais à l'heure actuelle, le secteur privé a trop d'importance dans ce domaine.»

Nicolas Mathé ✍

A L'ÉCHELLE MONDIALE



Source : FAO (Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) association Partageons les jardins

UNE OASIS DE VERDURE *au pied des tours*

STOLON. Avides de jardinage, en recherche de lien social ou proches de la nature, des citadins se sont regroupés pour créer un jardin partagé au pied de leur immeuble. Une initiative permettant de répondre à leur envie tout en palliant le manque d'espace. L'association Partageons les jardins les y aide.

Jt



Il est 15 heures. Au pied des immeubles de la résidence Rixens, à Borderouge, Berte prépare déjà sa dernière couche de lasagnes. Il n'est pas question ici de cuisine mais bien de jardinage. « Il s'agit d'une technique visant à reconstituer la terre. Je commence par couper les adventices (mauvaises herbes), puis je les recouvre de carton. Par-dessus, je place une couche de feuilles mortes, puis une de déchets organiques, comme des épluchures de légumes. Ensuite, je tapisse le tout d'un paillage de copeaux de bois », explique Berte. Elle a appris la méthode sur Internet et la teste maintenant grandeur réelle.

Car même si elle vit en appartement, cette amoureuse de la nature s'est prise à rêver d'espaces verts aménagés, où les végétaux, les insectes, les animaux et les hommes pourraient évoluer ensemble. Un endroit accueillant et paisible où tous les habitants de son immeuble pourraient se retrouver et nouer des liens autour d'une même activité. « J'avais d'abord pensé à un écoparc participatif mais le projet s'est avéré trop complexe », confesse-t-elle. Accompagnée de quelques voisines, elle sollicite l'association Partageons les jardins pour les aider à identifier leurs besoins et organiser la création de l'espace naturel auquel elle songe. « Au préalable, il est important de recueillir les souhaits de tous les habitants et de tous les inviter à participer, car le but indirect et pourtant primordial, est de créer du lien social entre les résidents d'un même immeuble », précise Alice Thouvenin, cofondatrice de Partageons les jardins. Ensemble, habitants et membres de l'asso-

ciation dessinent les jardins, établissent un règlement intérieur et décident du mode de gouvernance. Ainsi, une dizaine de parcelles sont délimitées.

Slalomant, brouette à la main, Berte parvient à la sienne : « Chacun l'exploite comme il l'entend. Moi, j'y plante du maïs, du tournesol, des tomates, des melons et des capucines. » Mais elle avoue que les débuts ont été difficiles : « Je n'y connaissais pas grand-chose. Ce qui m'intéressait, c'était de revenir à la terre et de préserver la biodiversité du lieu. » Pour aider les apprentis jardiniers, Partageons les jardins accompagne durant un an la création, le développement et la gestion des initiatives qu'elle soutient. « Sous forme de cours mensuel, nous leur apprenons les techniques de base, à faire

« Ce qui m'intéressait, c'était de revenir à la terre et de préserver la biodiversité du lieu »

leur propre semence, leur donnons des conseils en tout genre », énumère Alice Thouvenin. « Elle nous a également épaulés pour construire notre cabane de jardin, nous prête des outils ou nous explique comment planter nos arbres fruitiers. Même, elle nous a enseigné à faire des potions de purins d'ortie et de prêle, pour enrichir nos jardins », témoigne Berte, fière de montrer le cerisier, le plaqueminer et l'abricotier qui parsèment le bas de son immeuble.

Aujourd'hui, plus de 135 jardins collectifs ont été aménagés dans la région toulousaine grâce à l'aide de Partageons les jardins. Un réseau donnant l'opportunité à ses adhérents de partager plus que leur jardin. « Nous échangeons nos connaissances, nous permettons à d'autres de ne pas faire les erreurs que nous avons commises, nous troquons même nos graines », commente Berte. Pour qu'ils puissent croiser leurs expériences et s'enrichir de celles des autres, Partageons les jardins organise des rencontres entre les différents

Partageons les jardins accompagne durant un an la création, le développement et la gestion des initiatives qu'elle soutient. « Sous forme de cours mensuel, nous leur apprenons les techniques de base, à faire



© Franck Alix / JT

collectifs. Animatrice du réseau, Violaine Lamouret veille à ce que la communauté reste en constant mouvement : « Ateliers, animations lors de festivals, mise à jour de la grainothèque, sensibilisation au jardinage

« Diffuser nos valeurs de gestion participative et de respect de l'environnement »

écologique... Autant d'outils qui nous permettent de dynamiser l'ensemble et de diffuser nos valeurs de gestion participative et de respect de l'environnement. »

Des notions chères à Berte, qui a même tenté de les transmettre aux enfants de la résidence Rixens. Le collectif leur a réservé de grands bacs en bois, situés à proximité des parcelles de jardins. Mais les enfants ne s'étant pas bousculés pour les entretenir, il a finalement été décidé de les exploiter autrement. « Je pense que nous allons y planter des plantes médicinales », atteste la jeune femme qui regorge d'idées pour diversifier au maximum le jardin de Rixens.

Séverine Sarrat ✍

LA TÊTE D'AMPOULE

POUR QUE RIEN ne s'oppose à votre envie

PRATIQUE. Jardiner chez soi lorsque l'on vit en appartement ou dans une maisonnette en ville n'est pas chose aisée. Notamment parce que l'environnement y est hostile naturellement à toute forme de culture. Mais Florian Champoux, cofondateur de l'agence Terre au ciel, explique comment s'en accommoder.

Obtenir des produits de qualité issus d'un potager situé en plein centre-ville est possible. C'est la conviction de Florian Champoux, cofondateur de l'agence Terre au ciel, spécialisée dans l'agriculture urbaine. Malgré les difficultés inhérentes à l'emplacement d'un jardin citadin, il existe des solutions pour garantir une production saine. Mais il convient de prendre quelques précautions.

La plupart des jardiniers en herbe pensent que la principale barrière est la pollution de l'air due aux voitures. Or, « celle-ci se neutralise assez facilement. Il suffit de bien laver ses légumes à l'eau et plus rien n'y paraît », assure Florian Champoux. Les particules se déposant seulement sur le légume sans le pénétrer. Cependant, il est conseillé de bien sonder l'environnement dans lequel se situe le jardin, notamment s'il est placé à proximité d'une usine ou sous un couloir aérien.

« Ce qui pose réellement problème serait plutôt la pollution des sols », précise l'expert. En effet, pour constituer la base des potagers, les apprentis jardiniers utilisent souvent de la terre de remblais. « Ne sachant pas toujours d'où elle provient, il n'est pas rare d'y trouver des métaux lourds. Ces derniers sont absorbés par les racines des légumes et sont alors impossibles à éliminer », poursuit-il. Il convient donc de réaliser des études de sols, à plusieurs endroits du jardin et à différentes profondeurs, pour s'assurer qu'il est sain.

Le manque d'espace est également une problématique importante de l'agriculture urbaine. Là, Florian Champoux déconseille les plants verticaux : « D'abord parce que c'est cher à l'achat, ensuite parce que cette technique d'hydroponie (culture hors-sol) est plutôt réservée aux plantes ornementales et nécessite une connaissance particulière », énumère-t-il. En revanche, si l'envie de jardiner persiste, « vous pouvez vous tourner vers le partage ou l'échange de potagers », suggère le fondateur de l'agence.

Quant au déficit d'ensoleillement, dû essentiellement à l'ombre portée des immeubles voisins, « il existe peu de solutions ». L'exploitation des toits-terrasses peut être une alternative, mais Florian Champoux confie que la démarche est périlleuse : « Les réglementations de sécurité sont drastiques et les toitures sont rarement aptes à supporter la masse d'une telle structure et ne sont pas assez étanches. » Reste l'option d'une installation d'ampoules à LED, mais pour le côté écologique, ce n'est pas recommandé.

Une fois ces quelques freins levés, un jardin urbain peut générer des légumes de qualité. Même, un potager sur un balcon est parfois plus sain qu'un jardin de plain-pied : « On évite les pollutions grâce à l'utilisation de substrats et l'on est certain que la parcelle ne sera pas contaminée par les produits phytosanitaires du voisin », commente l'expert. Pour dernier conseil, il invite à cultiver des variétés de légumes rares, souvent plus goûteuses mais peu côté dans les supermarchés. Tout comme les fleurs comestibles ou les aromates frais que l'on ne trouve pas en grande surface. L'art de transformer une contrainte en avantage.

Séverine Sarrat ✍

FLORIAN CHAMPOUX

> En charge du développement commercial et des partenariats de l'agence Terre au ciel. Ingénieur agronome de formation, il a concrétisé sa vision de l'agriculture de demain en s'impliquant dans des projets en Haïti, au Canada ou en Amérique latine.



Jt



ADOPTTE MA TOMATE, le Meetic du jardin

Quand elle s'est lancée dans l'aventure Adopte ma tomate, Octavia Ivan n'avait pas vraiment conscience du fait que l'agriculture urbaine était une préoccupation grandissante en France. Pour cette jeune femme arrivée de Roumanie il y a quatre ans, l'idée d'un site de rencontres entre propriétaires de jardins et jardiniers part d'un constat sensoriel: la différence de goût entre les tomates qu'elle achète ici et celles qui poussent sur le terrain familial de son village, près de Bucarest. «En Roumanie, cette pratique est encore très répandue. À Toulouse, je voyais tous ces jardins libres, je me suis demandé ce qu'il était possible de faire», raconte-t-elle. Elle se lance alors dans un concept de "Meetic du jardin": «La plupart du temps, si les propriétaires de jardins ne font pas de potagers. C'est par manque de temps



ou de compétences. Il faut donc les faire entrer en contact avec des gens ayant envie de jardiner mais pas d'endroit pour le faire.»

En attendant l'application mobile, prévue pour mai, la plateforme accueille déjà 236 utilisateurs et a permis une quinzaine de connexions. Autant de relations qu'Octavia Ivan prend le temps d'accompagner avec l'aide d'agronomes pour conseiller les équipes de jardiniers sur les questions de bio ou de la permaculture. Aucun échange d'argent n'ayant lieu sur le site, la jeune femme propose la création de potagers pour les entreprises et anime des ateliers de sensibilisation pour tous les publics afin d'asseoir son modèle économique. Avec toujours la même envie: «Fonder une communauté dans laquelle les générations se mélangent. S'il y a un endroit pour la transmission du savoir, c'est bien le jardin.»

Nicolas Mathé ✍

www.adoptematomate.com

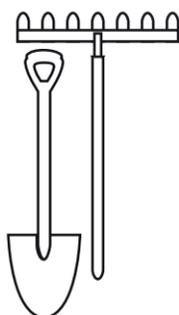
Jt



APPRENDRE à jardiner

Les Jardins du Muséum de Toulouse à Borderouge organisent mensuellement un atelier jardinage de deux heures pour les débutants et les amateurs d'agriculture urbaine de mars à novembre. Les cours sont dispensés par les jardiniers du musée pour un meilleur respect de l'environnement et des conseils pratiques pour développer différentes cultures chez soi. Les participants pourront approfondir leurs connaissances en matière de semis, de plantations, d'arrosage, etc. Les inscriptions s'effectuent via Internet. Le prochain rendez-vous est fixé au 21 avril.

museum-toulouse.festik.net



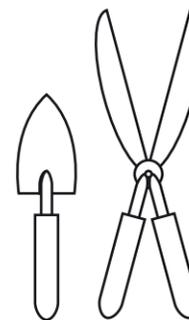
3 jours pour l'agriculture URBAINE

Les 20, 21 et 22 avril prochains auront lieu, dans plusieurs quartiers de Toulouse, les "48 heures de l'agriculture urbaine". Cet événement réunira passionnés et curieux du concept autour de différents ateliers comme le "Troc de plant" qui permet d'échanger des boutures et des graines gratuitement. Des débats et des projections seront organisés pour discuter et approfondir les connaissances des visiteurs sur l'agriculture urbaine. Les festivaliers souhaitent ainsi inciter les citoyens à mettre la main à la terre et de produire une nourriture la plus locale possible.

les48h.fr/toulouse



Une application pour APPRENDRE



MonPotager est une application pour les néophytes de l'agriculture urbaine. On y trouve des conseils sur la culture de près de 70 fruits et légumes: hauteur, exposition, croissance... Un calendrier indique la période idéale de semis et de récolte et l'on peut consigner dans un carnet de bord les différentes phases de production et les quantités obtenues. MonPotager délivre également quelques secrets culinaires...

Téléchargeable sur Android et iOS.



VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

CIEL mon potager!

Alors que Toulouse se densifie et accueille chaque année de nombreux nouveaux habitants, l'agriculture en ville se heurte forcément au manque d'espace. Il s'agit donc d'optimiser les possibilités existantes et de récupérer des surfaces urbaines inutilisées, comme les toits. À Toulouse, la clinique Pasteur a montré l'exemple en créant un potager de 500m² sur son toit, l'un des plus grands en France. Mais pour que chacun puisse s'approprier la démarche et faire pousser ses légumes au sommet de son immeuble ou de sa résidence, le collectif Toulouse en Transition organise, environ une fois par mois, des ateliers spécifiques intitulés "Jardins sur les toits". «Cela fait six ans que nous avons commencé, après qu'un de nos membres a découvert la pratique à Montréal, sur le toit d'une université. Les ateliers consistent à apprendre à fabriquer des bacs à réserve d'eau sur lesquels on met ensuite des jardinières en cagette, le tout issu de récupération. Puis, nous

donnons des conseils car il faut bien sûr adapter ses cultures. Ce système ne convient pas aux oignons par exemple. Le but est que chacun puisse se lancer très facilement et sans dépenser grand-chose, sur le moindre espace dont il bénéficie», explique Marie-Pierre Cassagne, membre de Toulouse en Transition, qui a elle-même installé 15 bacs sur la terrasse de son appartement. En plus des toits, le dispositif s'applique à toute surface plane artificialisée. Sa taille, suffisante pour un pied de courgette, deux pieds de tomate ou toute autre plante plus petite (fraisier, laitue, aromates, fève, épinard...), permet une utilisation diversifiée. Tandis que la réserve d'eau diminue la fréquence d'arrosage. «En immeuble, le préalable est d'obtenir une autorisation mais c'est un bon moyen de créer des liens entre voisins», précise Marie-Pierre Cassagne. «De plus, l'intérêt d'un jardin sur un toit est de rafraîchir l'air en été tout en protégeant naturellement le bâtiment. Et bien sûr de limiter l'exposition de ses productions à la pollution, grâce à la hauteur.»



Nicolas Mathé ✍

toulouse.entransition.fr ✉

Jt

TOUT ÉQUIPÉ, TOUT INCLUS, TOUT DE SUITE⁽¹⁾

Renault TRAFIC GRAND CONFORT
avec Easy Loc Pro+*

249 € HT / MOIS⁽²⁾

LLD SUR 48 MOIS/100 000 KM
1^{ER} LOYER DE 2 852 € HT⁽²⁾
SOUS CONDITION DE REPRISE

**EASY
LOC Pro+**

- ASSISTANCE
- ENTRETIEN & PNEUS**
- GARANTIE CHIFFRE D'AFFAIRES***
- VÉHICULE DE REMPLACEMENT**



**RENAULT
PRO+**

Du 3 au 6 avril
**LES JOURS BOOSTER
RENAULT PRO+**

MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT TRAFIC FG GRAND CONFORT L1H1 1000 dCi 120 AVEC PEINTURE MÉTALLISÉE, PACK EXTRA R-LINK, PACK VISIBILITÉ ET PORTE LATÉRALE GAUCHE COULISSANTE À 262 € HT/MOIS, APRÈS UN 1^{ER} LOYER DE 2 933 € HT, SOUS CONDITION DE REPRISE.⁽³⁾

(1) Dans la limite des 1 618 Renault TRAFIC GRAND CONFORT en stock dans le réseau Renault. (2) Exemple de Location Longue Durée Maintenance sur 48 mois et 100 000 km pour un Trafic Fg Grand Confort L1H1 1000 dCi 120 neuf avec Pack Extra R-Link et Pack Visibilité, soit un premier loyer majoré de 2 851,97 € HT et 47 loyers de 248,99 € HT comprenant l'entretien, le remplacement de 6 pneumatiques tout temps**, l'assistance au véhicule et aux personnes, la garantie Secure*** et le véhicule de remplacement option confort**, selon barème et conditions contractuelles à disposition dans le réseau et sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 8 ans. Restitution du véhicule en fin de contrat. (2)(3) Sous réserve de l'étude du dossier par Diac Location SA, société de location et intermédiaire d'assurances au capital de 29 240 988 €, siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf 93168 Noisy-le-Grand Cedex - Siren 329 892 368 RCS Bobigny. N° Orias : 07 004 967 - www.orias.fr. Assistance Axa Assistance France Assurances, SA au capital de 31 275 660 € - société régie par le code des assurances - Siren 451 392 724 RCS Nanterre - 6 rue André Gide 92320 Châtillon, dont les opérations sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 61 rue Taitbout 75009 Paris. ** Prestations optionnelles. *** Garantie Secure assurance facultative souscrite par Diac Location auprès de RCI Insurance Ltd, sis au Level 3, Mercury Tower, The Exchange Financial & Business Centre, Triq Elia Zammit, St Julian's STJ 3155, Malte, compagnie d'assurance enregistrée au Registre des sociétés de Malte sous le numéro C45786 et autorisée à mener son activité par l'Autorité des services financiers de Malte, Notabile Road, Attard BKR 3000, Malte (MFSa). Offres valables du 01/04/2018 au 30/06/2018, non cumulables, réservées aux entreprises (hors loueurs, administrations, clients sous protocoles nationaux ou régionaux), dans les points de vente participants, intermédiaires non exclusifs. * Easy Loc Pro+ est une marque désignant une offre de Location Longue Durée Diac Location.

Renault recommande **elf**

renewalt.fr

LA SEMAINE EN BREF

300 000

C'est le nombre de tracts qui seront distribués jusqu'à la fin de l'année, dans l'agglomération toulousaine, par l'association "Non au gratte-ciel de Toulouse". Ce collectif s'oppose, pacifiquement, à la construction de la Tour Occitanie et informe les Toulousains sur l'avancée de ses travaux.

Petit MARCHÉ

La création d'un marché de plein vent sur la place de la Cité de l'Hers, suggérée à la mairie de Toulouse par le comité de quartier de l'Hers, sera soumise au vote du conseil municipal le 30 mars prochain. Ce marché alimentaire pourrait accueillir une douzaine de commerçants, dont une majorité de producteurs, tous les mercredis après-midi, de 16h à 20h.



Hommage À UN HÉROS

Mercredi 28 mars, cinq jours après l'attentat dans le Super U de Trèbes (Aude) qui a fait quatre morts, a eu lieu la cérémonie d'hommage national au colonel Arnaud Beltrame, à l'hôtel des Invalides, à Paris. Les obsèques des quatre victimes sont prévues ce jeudi, dans les villages où ils résidaient.

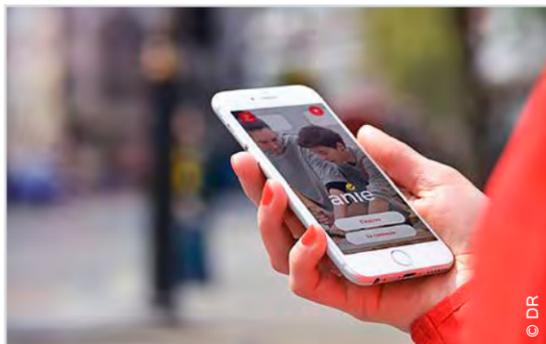
30 AGENDA

> DU 05 AU 7 AVRIL

Le Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective organise "L'être humain face aux défis des technosciences", un événement grand public au Centre d'enseignement et de congrès de l'hôpital Purpan. Il s'agira d'analyser les enjeux liés aux avancées rapides des technosciences.

> 03 AVRIL, 18 H

L'Union régionale des Scop Occitanie-Midi-Pyrénées et Scopelec organisent une table ronde sur l'entreprise du futur et sa gouvernance. L'événement s'adresse aux dirigeants d'entreprises, entrepreneurs et collaborateurs. Il se tiendra à l'Espace Lauragais, à Saint-Orens-de-Gameville.



Une appli POUR L'APPRENTISSAGE

Lors de la 11^e édition du salon Travail Apprentissage Formation (TAF), Carole Delga, présidente de la région Occitanie et Emmanuelle Gazel, vice-présidente chargée de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, ont présenté l'application Anie. Sur smartphones et tablettes, elle met en relation les entreprises et les candidats à l'apprentissage, pour faciliter la conclusion de contrats.

4

Le Conseil départemental a acté la construction de quatre nouveaux collèges autour de Toulouse, entre 2022 et 2024, dans des territoires à forte progression démographique. Ces établissements seront situés dans les quartiers Paléficat-Borderouge, Montaudran à Seysses, et dans la zone Aucamville-Castelginest-Saint-Jory-Fronton. Deux établissements existants vont également connaître des travaux d'extension: celui des Ponts-Jumeaux et le collège de Georges Sand.

Manuel FURET

Mardi 27 mars, maître Manuel Furet a été élu pour deux ans, futur bâtonnier de l'ordre des avocats de Toulouse avec 893 voix, contre 297 pour maître Christine Vaysse-Lacoste. Spécialisé en droit de l'immobilier, il prendra ses fonctions en janvier 2019, et succèdera, seul, au binôme composé de maître Nathalie Dupont (bâtonnière) et maître Erick Boyadjian (vice-bâtonnier).



Pour des BOUT'CHOUX

Le maire de Toulouse Jean-Luc Moudenc et Pierre Peyrane, le président de l'association départementale Pep31 (Pupille de l'enseignement public) ont inauguré, lundi 26 mars, le nouveau lieu d'accueil enfants-parents "À la Bellefontaine", dans le quartier éponyme. Il peut recevoir jusqu'à 15 enfants, de 0 à 6 ans, et propose un service d'accompagnement à la parentalité.



GRAND ANGLE

LOGEMENT SOCIAL : comment éviter les DISCRIMINATIONS À L'ATTRIBUTION ?

HLM. La révélation, la semaine dernière, de l'existence de pratiques discriminatoires pour l'attribution des logements sociaux toulousains a soulevé une vague d'indignation et même des poursuites judiciaires. Au-delà du scandale, que peut-on faire pour empêcher de tels agissements de se reproduire ?

« Nous n'avons rien à cacher et si nous venons à découvrir des erreurs, nous les corrigerons. » Une semaine après les révélations de "Médiapart", Daniel Ferré, directeur général adjoint d'Habitat Toulouse Métropole se veut rassurant et coopératif. « À notre connaissance, aucune instruction ni politique discriminatoire n'a cours dans l'établissement aujourd'hui », garantit-il. C'est pour des pratiques qui auraient eu lieu entre 2003 et 2013 que le bailleur social public a été épinglé par nos confrères : annotations basées sur le pays de naissance ou la religion, couplées à un outil interne visant à favoriser la mixité en excluant une partie des bénéficiaires d'origine étrangère. Daniel Ferré le rappelle pourtant : « Le critère d'origine, en plus d'être illégal, ne garantit aucunement la mixité sociale. L'unique paramètre aujourd'hui reconnu par la loi est celui des ressources financières. » Mais à lui seul, cet élément ne permet pas de classer les demandes les unes par rapport aux autres. Alors que 29 000 personnes étaient inscrites sur les listes de demandeurs cette année, la métropole construisait 4 000 logements sociaux, un chiffre en hausse mais qui reste insuffisant. À l'association Droit au logement 31, François Piquemal, le porte-parole,



© Franck Alix / JT

ne semble pas avoir été particulièrement surpris des révélations de la semaine dernière : « Plusieurs études sociologiques et statistiques ont montré que les discriminations selon l'origine n'étaient pas un phénomène isolé, mais structurel. » Pour le militant, la première des solutions, c'est bien la construction en quantité mais aussi de manière qualitative. « Certaines personnes se retrouvent désormais à ne pas ga-

« Ouvrir la commission d'attribution pour qu'elle soit plus transparente et compréhensible par les citoyens »

gner suffisamment d'argent pour accéder à du logement social ! » déclare-t-il en pointant le manque de « logements très sociaux », notamment en centre-ville. « Voilà qui amènerait une vraie mixité. » Problème : les modifications récentes du plan local d'urbanisme ont supprimé l'obligation de logement social pour les surfaces inférieures à 2 000 m² – les plus nombreuses – dans l'hypercentre. Toulouse Métropole a pourtant mis en place un dispositif de classement par points en 2012, qui permet de proposer une liste de dossiers prioritaires en fonction de critères concrets et objectifs (insalubrité, violences, mise à la rue...) Mais le pouvoir de décision demeure entre les mains de la commission des attributions de Toulouse Métropole Habitat. « Il faudrait ouvrir cette commission pour qu'elle soit plus transparente et compréhensible par les citoyens », soutient Régis Godec, élu écologiste d'opposition. Une telle initiative est expérimentée depuis quelques années à Rennes et pourrait être généralisée à l'aune du nouveau projet de loi logement, présenté par le gouvernement début avril. Autre piste, la mise en place de jurys citoyens tirés au sort, qui pourraient aider à statuer de manière plus indépendante. « Cela fait partie des idées qui germent, mais on ne pourra jamais se passer de l'intelligence humaine », confirme Daniel Ferré. A minima, peut-on au moins limiter ses travers.

Grégoire Souchay ✍

À LA LOUPE

Un CENTRE MÉDICO-ÉDUCATIF innovant à Plaisance-du-Touch



COOPÉRATION. Inauguré le 16 mars, un centre pédiatrique d'un nouveau genre a vu le jour dans l'agglomération toulousaine.

« La nouveauté, c'est d'intégrer à un regroupement de professionnels médicaux et paramédicaux une crèche et une école qui accueilleront des enfants avec des handicaps ou des difficultés d'apprentissage », explique Julien Gueguen, ostéopathe au centre pédiatrique Isaac Newton de Plaisance-du-Touch, qui compte aujourd'hui 18 professionnels de santé spécialistes de la petite enfance. Les enfants et leur famille peuvent ainsi bénéficier de l'échange direct entre professionnels de santé et de l'éducation. À l'origine du projet entre autres avec la neuropsychologue Sylvie Martins, Julien Gueguen souligne qu'il s'agit « seulement du deuxième de ce type en France après celui de Marseille, qui a de

très bons résultats ». Si les consultations sont ouvertes depuis fin 2017, il espère que le centre sera complètement opérationnel à la rentrée 2018, grâce à la crèche et à l'école privée Alpha PYX qui accueilleront enfants avec et sans handicap. Avec trois enseignants spécialisés et trois emplois de vie scolaire, l'école sera en capacité de prendre en charge 40 élèves pour 725 euros par mois. « C'est un projet éducatif. Mais le regroupement de différents professionnels de santé permettra aussi des consultations conjointes pour identifier les besoins spécifiques de chaque enfant », assure l'ostéopathe. Un concept plutôt nouveau dans le milieu de la médecine libérale. Une piscine est même en cours de construction pour faciliter les exercices de motricité. Pour l'instant rassemblés au sein de l'association DevLopp' pour diagnostiquer, évaluer et prendre en charge les enfants, ils ont à terme la volonté d'obtenir le statut de maison médicale auprès de l'Agence régionale de santé.

Paul Périé ✍

ET MAINTENANT ?

LE RAPPROCHEMENT *des universités* toulousaines REPOUSSÉ

REMISE EN QUESTION. Malgré des mois de travail intensif à l'élaboration de son projet, l'Université fédérale de Toulouse n'a pas été retenue pour l'obtention du label Initiative d'excellence (Idex). Après cet échec, le rapprochement des écoles et facultés de la Ville rose est compromis à court terme.

Tel un coup de massue, la nouvelle s'est abattue lundi 19 mars sur l'Université fédérale. Suite aux recommandations du jury international du label Initiative d'excellence (Idex), le Premier ministre n'a pas retenu le dossier du site toulousain. Les facultés et grandes écoles de la Ville rose sont ainsi privées d'un financement de 25 millions d'euros par an. «Je pense que le jury a sous-estimé la dimension transformante de notre projet, et surtout notre stratégie scientifique commune. Nous avons le sentiment qu'il voulait nécessairement inclure l'université Toulouse I Capitole et l'ISAE», commente Philippe Raimbault, président de l'Université fédérale. En effet, l'Unité 2018 prévoyait le rapprochement des universités Jean-Jaurès et Paul Sabatier, de l'INP et l'INSA. Mais l'université Toulouse Capitole et l'ISAE en étaient exclues. «L'UT1 était au cœur du projet lauréat Idex 2013 et nous souhaitions monter une candidature similaire pour 2018. Privilégier le recrutement d'en-

«*Sans le cahier des charges Idex, la liberté est plus vaste pour imaginer un nouveau projet de fusion.*»



seignants extérieurs, les formations bicompetences, les écoles en interne... Mais les quatre porteurs n'ont pas voulu de ces idées ni de nous, d'où notre retrait du projet», tonne

Corinne Mascala, présidente de la faculté de sciences sociales toulousaine. Pour Philippe Raimbault, le cahier des charges de l'Idex nécessitait une intégration forte des deux établissements, qui eux, n'auraient pas accepté de modifier leur organisation. Officiellement, c'est un dossier non abouti, trop axé sur la recherche

et avec un système de gouvernance flou – six entités administratives différentes – qui est en cause. Aujourd'hui, le site toulousain se trouve donc dans une situation académique et financière délicate. Le 20 mars, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Frédérique Vidal a d'ailleurs demandé la dissolution de la gouvernance de l'université Jean Jaurès, ce qui a entraîné la démission de son président Daniel Lacroix. Les écoles et facultés

doivent se réunir en fin de semaine pour débriefer. Un dialogue indispensable pour Corinne Mascala : «Il va nous falloir échanger et trouver des moyens de pallier l'image négative qui a transpiré ces dernières semaines pour relancer le site». De plus, ce 26 mars, Philippe Raimbault a rencontré Frédérique Vidal à Paris. Pour la ministre, les atouts scientifiques toulousains justifient que s'y construise une université susceptible d'être intégrée dans les classements internationaux. Elle a rappelé que les acteurs du site pourront faire part de leur ambition collective dans les prochains mois. En outre, côté financier, aucune aide exceptionnelle de l'État n'est pour l'instant envisagée. «Toulouse est la seule grande ville universitaire où aucun rapprochement n'a encore eu lieu. Or, sans le cahier des charges Idex, la liberté est plus vaste pour imaginer un nouveau projet de fusion. Car, même à plus long terme, la volonté de rapprochement est bien réelle», conclut Philippe Raimbault.

Fleur Olagnier ✍

ÇA BOUGE !

Un GRAND PROCÈS pour la RSE



VERDICT. La Responsabilité sociale des entreprises est une nouvelle fois convoquée devant le "Tribunal". La troisième édition de ce procès factice aura lieu la semaine prochaine à l'Université Paul Sabatier. Elle permettra d'aborder des problématiques auxquelles sont confrontés grands groupes et petites entreprises.

Via le principe de théâtre-forum, qui mise sur l'interaction avec le public, le troisième Grand procès de la RSE abordera une nouvelle fois les préoccupations profondes du monde des entreprises avec provocation et humour. Sur la sellette cette année: la place de la Responsabilité sociale des entreprises dans les appels d'offres, publics ou privés. Deux synopsis seront présentés sous forme de saynètes. L'occasion de découvrir les litiges qui touchent ces appels d'offres fictifs. Car, comme l'explique Thierry Faba, membre du Centre des jeunes dirigeants de Toulouse (CJD) et cofondateur du Grand procès, «les meilleures intentions peuvent parfois générer des situations loin d'être satisfaisantes pour

toutes les parties prenantes d'un marché». Pendant près d'une heure, le public pourra intervenir et s'exprimer, avant que le "Tribunal" ne tire ses conclusions. La RSE est une démarche volontaire des entreprises, de prendre en compte les enjeux sociaux, environnementaux dans leurs activités commerciales. Et pour Thierry Faba, elle ne concerne pas uniquement les grands groupes : «Il est important de pousser les entreprises à analyser leurs propres pratiques, la RSE est l'affaire de tous.» Car en plus de fédérer les salariés, la démarche permet de valoriser son image et de fidéliser ses partenaires tout en réalisant des économies. Cédric Haurou-Béjottes, de son côté, se félicite d'accueillir le Grand procès à l'université Paul-Sabatier, dont il est le vice-président à la responsabilité sociale et sociétale : «À l'Université, la RSE va au-delà de nos fonctions de base, mais nous essayons de l'inclure dans tous les projets pour avoir une conduite exemplaire et ainsi devenir le laboratoire de demain!»

Marie Larpent ✍

ELLE MÉRITE DE FAIRE LA UNE

Sarah DENARD

Caméra bienveillante

En immersion dans les quartiers toulousains, la réalisatrice Sarah Denard pose un regard sincère et positif sur ses habitants et leur quotidien. Une démarche qu'elle défend au sein du collectif de jeunes cinéastes Fil rouge.

✍ Claire Villard



© Franck Alix / JT

TERRAIN. Sensibilisée à la peinture par son père, Sarah Denard étudie les Beaux-Arts à Bordeaux. C'est là qu'elle découvre la vidéo pour la première fois. Séduite, elle opte pour un master réalisation de documentaires à Angoulême. Pourquoi le documentaire plutôt que la fiction? La jeune femme évoque un «besoin de se rattacher à du concret, au réel».

TOULOUSE. L'association Fil Rouge est la concrétisation du rêve de nombreux anciens étudiants: poursuivre leur route ensemble sur la voie professionnelle. Pour Sarah Denard et quelques-uns de sa promotion, c'est devenu réalité. Ils s'accordent sur la Ville rose pour fonder leur structure en 2012. «On avait hâte de faire ce qu'on avait appris à l'école. Et surtout, après avoir travaillé des milliers d'heures bénévolement, pas envie de se faire exploiter.»

RACINES. Sarah Denard est issue d'un milieu défavorisé. La misère sociale, elle la connaît. C'est la raison pour laquelle elle a rapidement abordé ces thématiques dans ses travaux: «Une façon de ne pas renier d'où je viens.» Mais le misérabilisme n'a pas sa place ici, la réalisatrice entend avant tout montrer la solidarité à l'intérieur de la détresse: «Les sujets que je choisis sont difficiles, mais le propos toujours positif».

CONFIANCE. «Pour notre film "Elles sont tellement tout ça", sur les personnes âgées, nous avons passé six mois à aller boire le thé avec elles, avant de sortir la caméra», raconte Sarah Denard. Passionnés par le cinéma de Depardon, elle et ses complices de Fil rouge recherchent l'équilibre, pour «montrer vraiment les choses», sans s'apitoyer.

AVENIR. Le film "Le corps emmêlé", autour de la reconstruction de femmes ayant subi des violences, sera projeté à plusieurs reprises dans les quartiers toulousains en ce printemps. Parallèlement, Sarah Denard travaille à un documentaire "La Roue libre", qui traite du réapprentissage du vélo par des femmes, et sur une série de portraits aux Izards. Elle anime actuellement, à la Cépière, des ateliers vidéo sur la nourriture, dédiés à une population de gitans sédentarisés.

Infos PRATIQUES

Projection du film "Le Corps emmêlé"

> **JEUDI 05 AVRIL** au centre culturel

Alban-Minville

> **LUNDI 16 AVRIL** au centre social SSQOT, site Polygone (Patte d'oie)

✉ cassociationfilrouge.jimdo.com

TOP WEB



🐦 **@Occitanie / 26-03**: Avec la nouvelle convention #TER, la #Région & la @SNCF s'accordent sur un partenariat de long terme. Objectif: améliorer partout en #Occitanie le service aux usagers: Ponctualité, Nouvelles rames, Tarifs attractifs, Nouvelles dessertes.

🐦 **@jlmoudenc / 27-03**: Je suis attaché à la réussite de ts nos étudiants. Puisque le blocage de l'@UTJeanJaures nuit au bon déroulement de l'année, je propose que #Toulouse mette à disposition des salles, sous réserve de disponibilité, pr la reprise des activités universitaires.

🐦 **@ArnoSimion / 24-03**: [L'EAU, C'EST LA VIE] Débat autour question de l'eau de la nécessité d'un débat sur la gestion publique de l'eau organisée par Eau Secours 31. Je représente Mme le Maire de Colomiers, K.TRAVAL-MICHELET, en présence de nbreux élus, citoyen-ne-s.

📌 **Université Toulouse 1 Capitole / 25-03**: Etudiant entrepreneur, participez à la 18ème édition du CRECE- Concours des Etudiants Créateurs d'Entreprises en Midi-Pyrénées avant le 6 avril 2018!

📌 **Cyclism'Actu / 23-03**: Les associations Dasso et Médias Pitchounes s'unissent pour la recherche médicale en concrétisant un projet fou: rejoindre Paris au départ de Toulouse en seulement 10 jours, à la force des mollets! Tous en selle contre la spondylarthrite ankylosante!

📌 **Conseil Départemental de la Haute-Garonne / 27-03**: [#SessionHG] Les élus départementaux étaient réunis aujourd'hui en session avec notamment au cœur des discussions, l'égalité femmes-hommes, la poursuite du plan d'investissement dans les collèges, le schéma de lecture publique, la création de nouvelles aires de covoiturage ou encore la limitation des routes départementales à 80km/h.

POINTS DE VUE

Le Brexit, une opportunité pour L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ?



OUT. Relocalisations d'entreprises et d'emplois, nouveaux marchés qui s'ouvrent... Et si la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne bénéficiait à l'économie française? C'est en tout cas ce que pensent de nombreux dirigeants politiques, Bruno Le Maire en tête, le ministre de l'Économie annonçant même «*plusieurs milliers d'emplois*» rapatriés vers l'Hexagone. Pour débattre du sujet, le JT a sollicité deux acteurs de terrain: Marina Rodrigues, avocate d'affaires, et Cédric Garcia, directeur administratif du Toulouse Olympique XIII, qui évolue en championnat d'Angleterre.

Le Brexit peut-il être une chance pour l'économie française?

Marina Rodrigues: Avant tout, le Brexit est un échec dans la construction européenne. Va-t-il générer des opportunités? Peut-être. Certains expatriés pourraient revenir et certaines entreprises se relocaliser en France. Dans un premier temps, cela concernera le secteur financier qui a besoin de conserver un pied dans l'Union. Il sera aussi possible de récupérer des parts de marché, profitant du fait qu'il sera plus simple de commercer à l'intérieur de l'espace communautaire. Mais les bénéfices risquent d'être diffus et difficilement quantifiables. En attendant, les chefs d'entreprise sont dans l'incertitude et il n'y a rien de pire pour eux.

Cédric Garcia: Même en Angleterre, le Brexit reste quelque chose d'abstrait. Il est difficile de cerner les enjeux tant que les règles définitives ne seront pas connues. Un déménagement de succursale voire de siège social n'est pas

quelque chose d'anodin et n'aura lieu que si le bénéfice est réel. En attendant, seuls les très grands groupes et leur écosystème ont commencé à étudier ces questions. Certaines autres entreprises profiteront directement du retour des frontières, comme les prestataires de services spécialisés dans les démarches internationales.

Quels sont les enjeux du Brexit pour les entreprises?

Marina Rodrigues: Cela concerne surtout celles qui ont des clients, des fournisseurs ou des implantations au Royaume-Uni. Le rétablissement d'une frontière douanière pourrait entraîner des changements au niveau administratif, des coûts, et des délais de livraison. D'autres questions se posent en matière de propriété intellectuelle ou de certifications par exemple. Que va-t-il advenir au Royaume-Uni des marques ou brevets déposés et des produits labellisés au niveau européen avant le Brexit?

Cédric Garcia: Il demeure le sentiment et l'espoir que peu de choses vont changer, et l'on sait que le Royaume-Uni mettra tout en œuvre pour ne pas créer de freins à son développement économique. À terme, il n'y aura pas une seule vérité, mais des décisions à prendre au cas par cas dans chaque secteur ou dans chaque entreprise. Sachant qu'à l'heure actuelle, la plupart des PME ne sont pas impactées. Beaucoup de dirigeants seront davantage dans la réaction que dans l'action.

Quelles initiatives les pouvoirs publics, les entreprises ou même les citoyens doivent-ils amorcer pour être certains de faire du Brexit une opportunité?

Marina Rodrigues: La clé est l'anticipation. Les entreprises doivent prendre du recul sur leur modèle économique. C'est aussi maintenant qu'il faut prospecter. Tout en veillant à la compétitivité, car la barrière douanière ne sera un atout que si les prix français sont attractifs. Pour faciliter ce report d'activité, l'État doit continuer à stabiliser la fiscalité. Enfin, les citoyens ont aussi leur rôle à jouer: en cette période de changement, c'est le moment de faire prendre conscience aux dirigeants européens qu'ils sont face à une responsabilité historique, celle de corriger les défauts de l'Union pour ne laisser personne sur le bord du chemin.

Cédric Garcia: Ce sont les dirigeants européens et anglais qui détiennent la plupart des clés. De leurs négociations et des cadres établis dépendront les éventuelles opportunités et le fait que le Brexit se passe de la meilleure manière. Mais il est aussi possible d'agir à petite échelle. Au TO XIII, nous envisageons par exemple d'organiser des rencontres entre nos entreprises partenaires et des sociétés britanniques pour qu'elles réfléchissent ensemble à l'après-Brexit.

Thomas Gourdin ✍

CÉDRIC GARCIA

> Directeur administratif du Toulouse Olympique XIII, qui évolue en championnat d'Angleterre de rugby à XIII et qui fédère un réseau de 200 entreprises partenaires.

**MARINA RODRIGUES**

> Avocate associée au sein du bureau toulousain de Fidal, premier cabinet d'avocats d'affaires de France, notamment spécialisée en fiscalité internationale.

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

En Haute-Garonne, le PS LIMITE LES DÉGÂTS

RÉSISTANCE. Olivier Faure était en visite ce mercredi 28 mars à la fédération PS de Haute-Garonne à Toulouse. L'occasion pour le futur premier secrétaire du Parti socialiste de rassembler les troupes dans un département qui s'est assez bien mobilisé lors du premier tour le 15 mars.

Avec plus de 1 800 votants venus départager les textes d'orientation des quatre candidats à la tête du Parti socialiste, soit 48,9 % de participation, la Haute-Garonne fait partie des bons élèves de cette consultation. « Il y a eu une vraie mobilisation. Nous sommes l'une des premières fédérations en termes de participation, derrière le Nord et devant Paris », se félicite Sébastien Vincini, le premier secrétaire fédéral. À ses yeux, c'est la démonstration que le travail et le rassemblement ont payé. « C'est le résultat de sept mois de labeur. Nous avons fait la tribune des 12 propositions sur la réforme du parti, le Manifeste socialiste pour un progrès partagé... » Un militant, qui a voté Olivier Faure afin de « lui donner sa chance », salue également une mobilisation « pas mauvaise » mais pointe « un gros différentiel entre agglomération et rural. À Toulouse, le nombre de militants fond », regrette-t-il. Un constat que ne souhaite pas faire Sébastien Vincini devant des résultats trop « hétérogènes » : « Il y a une très forte participation sur Toulouse 5 alors qu'elle est très faible sur Toulouse 13. Cintegabelle s'est également mobilisée au contraire de Vènerque... »

Au-delà de ces différences, la Haute-Garonne a placé Olivier Faure largement en tête avec 75 % des voix. « Le message de dépassement des anciens clivages a été bien reçu. C'est un signe très encourageant », poursuit Sébastien Vincini. Il est convaincu que, dès lors que le PS va remettre du sens, s'adresser aux Français en tirant un bilan de ce qui a été fait pour proposer un vrai projet, « il attirera à nouveau ». « Le chemin sera long et complexe. Le pire est derrière nous mais le plus dur commence. Il faut tout rebâtir, avec travail et humilité. » À Labarthe-sur-Lèze, la secrétaire de section



Nadia Bakiri, soutien d'Emmanuel Maurel, l'un des quatre candidats à s'être présenté, met en avant une forte participation avec 21 votants sur 32 inscrits. Elle espère elle aussi que le positionnement du PS permette de limiter les départs et d'attirer de nouveaux adhérents. « L'appel d'Olivier Faure à manifester le 22 mars a été un signe important : le PS se place à nouveau en défenseur de la justice sociale. Sa démission du poste de président de groupe à l'Assemblée nationale est également une bonne chose pour montrer le changement de pratiques », reconnaît-elle. Un exemple de non-cumul que devrait suivre selon elle Sébastien Vincini, par ailleurs élu municipal et départemental. Invitation rejetée par le premier secrétaire fédéral, soulignant l'action de toute une équipe. « Mon travail est aussi de déléguer et de donner des responsabilités. Le collectif a porté ses fruits. »

Paul Périé ✍



Le MJS 31 reste Faure

Récemment, Daniel Molina, président du Mouvement des jeunes socialistes de la Haute-Garonne réclamait le départ des hamonistes. C'est désormais chose faite puisque la direction nationale du MJS a annoncé le 23 mars qu'elle quittait le PS pour rejoindre le mouvement Génération.s. La fédération des jeunes socialistes haut-garonnais a, elle, fait le choix de rester fidèle au parti maintenant dirigé par Olivier Faure, Daniel Molina contestant la « décision unilatérale » de la direction du MJS.

POLITIC' PORTRAIT



PIERRE LACAZE veut refaire briller le PC

Si le Parti communiste français n'est plus la tête d'affiche de la gauche française depuis des décennies, il n'en reste pas moins une composante symbolique de son histoire. Secrétaire départemental du PCF en Haute-Garonne et conseiller municipal à Toulouse, Pierre Lacaze veut refaire de son parti un acteur central de la gauche.

Depuis 11 ans, Pierre Lacaze est secrétaire départemental du Parti communiste français en Haute-Garonne. Les idées de ce parti, ce natif de Tarbes les partage depuis longtemps. Ses parents sont adhérents du PC, lui prend sa carte à 20 ans. « Je m'y suis toujours retrouvé. Je ne vois pas d'autres partis qui contestent le système tout en proposant une politique alternative », commente-t-il. À cette époque, il est étudiant et bat le pavé contre la loi Devaquet (projet de réforme sur les universités en 1986, ndlr). Son cursus terminé, Pierre Lacaze exerce la profession d'infirmier en psychiatrie à l'hôpital Sainte-Anne à Paris. Parallèlement, il est secrétaire de section du parti dans le XX^e arrondissement.

Sa carrière politique prend un tournant à Toulouse, ville qu'il rejoint en 2003. Il devient responsable de section du quartier Ancely où il vit toujours, et premier secrétaire du PCF en 2007. Un parti qui, depuis quelques décennies, ne remporte plus l'adhésion, notamment celle des classes populaires. « Le PC a un problème de réimplantation dans la société. Il y a des raisons extérieures à cela, la montée de l'individualisme, le rapport à la consommation mais aussi des raisons propres à notre parti. Nous avons été jugés comme une force d'appoint pour le PS ou Jean-Luc Mélenchon. C'est utile de faire progresser les idées de gauche mais il faut également mettre en valeur notre parti », commente Pierre Lacaze. Et si ce dernier prône l'union de la gauche pour une opposition efficace à Emmanuel Macron, il est très sévère envers certaines franges de son camp, dont Jean-Luc Mélenchon, accusé de jouer au petit chef. « On a raté la présidentielle, les législatives, ne ratons pas l'opposition. À l'Assemblée nationale, il y a trois groupes : le PS, le PC et la France Insoumise. Personne ne doit prendre le leadership », tacle Lacaze. À Toulouse, l'union semble plus simple mais jusqu'à quand ? La solidarité affichée résistera-t-elle aux élections municipales de 2020 et du candidat susceptible de rassembler la gauche ?

Vanessa Vertus ✍



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : [redaction
@lejournaltoulousain.fr](mailto:redaction@lejournaltoulousain.fr)
Mettre en objet :
Jeux concours

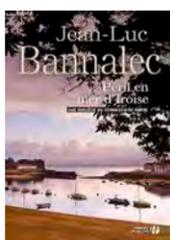
*Dans la limite des stocks
disponibles



LIVRE

"Un appartement à Paris"

Madeline loue l'atelier parisien du célèbre peintre Sean Lorenz. Mais l'atelier est, par méprise, également loué par Gaspard. La cohabitation s'annonce difficile. Et aux tourments personnels de ces deux personnages s'ajoute le tragique des lieux. L'atelier porte en son sein le chagrin de son ancien propriétaire, dévasté par le meurtre de son fils. À sa mort, il y a un an, le peintre Lorenz a laissé trois tableaux... lesquels ont depuis disparu...



LIVRE

"Péril en mer d'Iroise"

Trois cadavres en trois lieux de crime, et le commissaire Dupin est sur le pont! Le premier corps est retrouvé au petit matin dans un local de la criée de Douarnenez. Sur l'île de Sein, une jeune chercheuse spécialiste des dauphins gît dans un cimetière. Le troisième cadavre, enfin, sur la presqu'île de Crozon, est celui d'un professeur de biologie à la retraite. Ces trois meurtres sont liés... Mais qui pourrait être le coupable parmi les travailleurs de la mer?

SORTIR

QUAND LE CINÉMA défend une alimentation saine et durable



SCIENCES-FICTIONS. Du 30 mars au 9 avril, le FReDD organise la 8^e édition du Festival international du film d'environnement, autour du thème "Nourrir les Hommes, nourrir la Terre". Accompagnés de rencontres et de débats, une quarantaine de films qui interrogent les enjeux de l'alimentation sont à découvrir à Toulouse et dans toute la région Occitanie.

Avec 46 films engagés dans quatre compétitions, des avant-premières mondiales, des dizaines de réalisateurs invités, un forum réunissant une quarantaine d'associations et de nombreuses rencontres, conférences ou débats, le Festival international du film d'environnement s'est imposé comme l'un des plus grands événements mondiaux autour du cinéma d'environnement et d'écologie. Toulouse, Montpellier, Nîmes, Blagnac... Pendant 10 jours, toute la région Occitanie va vivre au rythme d'un cinéma engagé et militant.

Chaque année, l'association "Film recherche et développement durable" (FReDD) se penche sur une problématique particulière et sélectionne le meilleur des productions locales et internationales récentes sur le sujet. Pour cette édition, les membres de l'association ont décidé de braquer les projecteurs sur le contenu de nos assiettes. Quelle est la qualité de ce que nous mangeons? Quel est l'impact du mode de production

de notre nourriture? Comment assurer une alimentation saine et durable pour les générations futures? Autant de questions que soulève, chaque jour, le simple fait de manger. « Nous avons choisi le thème de l'alimentation car c'est un sujet qui touche les personnes directement. C'est l'un des premiers vecteurs de prise de conscience des problématiques liées à l'écologie, notamment en raison de son impact sur la santé. C'est souvent le premier pas vers une attitude écofriendly et le recyclage ou le tri des déchets », explique Antonin Haddad, le directeur du festival.

Fiction ou documentaire, tous les films projetés partagent un engagement écologiste et la volonté de susciter une réflexion constructive sur les mutations environnementales, économiques et sociales de demain. Du film "Les Gens des blés", où l'on découvre le labeur quotidien de paysans-boulangers qui défendent et récupèrent des variétés de blés anciennes, aux avant-premières des documentaires "Le Round Up face à ses juges", de la journaliste Marie Monique Robin, et "Voyage sur les terres fumigées", de l'incontournable réalisateur argentin Fernando So-

« Le but est de semer des graines et donner aux gens l'envie d'agir »

lanas, les organisateurs proposent un état des lieux substantiel des enjeux liés à l'alimentation. « On essaie au maximum de programmer des films qui présentent des solutions avec des exemples concrets de collectifs ou de structures qui luttent sur le terrain. Le but est de semer des graines et de donner aux gens l'envie d'agir. Et pas seulement de se lamenter ou de se dire que la crise est là et qu'on ne peut rien faire », fait valoir Antonin Haddad. En marge des projections, le FReDD multiplie les rencontres, concerts, expositions et soirées spéciales, pour inciter le public à transposer dans sa vie les alternatives vues à l'écran. « L'idée du festival est aussi de rendre accessibles au plus grand nombre ces initiatives que nous trouvons innovantes ou intéressantes. Nous voulons faire passer le message que nous pouvons tous devenir des consommateurs », conclut le directeur du festival.

Nicolas Belaubre ✍

FReDD

Le samedi 7 avril, le FReDD organise, salle Osète à Toulouse, un grand forum sur le thème "Métropolisation et alimentation". Dès 9h30, une quarantaine de structures et associations vont présenter leurs projets alternatifs et échanger sur les capacités de l'agriculture à alimenter durablement des métropoles comme Toulouse.

SORTIR



Boulangerie-pâtisserie Cyprien

55, rue de la République, 31300 Toulouse

05 34 51 06 60

Ouvert du mardi au vendredi de 7h30 à 14h et de 16h à 20h,
le samedi de 7h45 à 19h et le dimanche de 7h45 à 14h.

CYPRIEN : une histoire de copains et de bon pain

MICHE. Lancée sous l'impulsion d'un ancien avocat, Gilles Guiraud, la boulangerie-pâtisserie Cyprien est aujourd'hui la preuve qu'une belle amitié peut mener à un joli succès commercial... et gustatif !

Ouverte en octobre dernier en plein cœur du quartier Saint-Cyprien, la boulangerie-pâtisserie Cyprien interpelle les passants avec sa décoration moderne et épurée. Elle met ensuite l'eau à la bouche grâce à ses gâteaux appétissants et ses pains réalisés pour la plupart avec des farines biologiques. « Notre mot d'ordre, c'est de proposer des produits 100% artisanaux », assure Lionel Faure (35 ans), pâtissier et co-gérant, aux côtés de son ami d'enfance Gilles Guiraud (36 ans), un ancien avocat qui s'occupe désormais de la gestion et du management de Cyprien. Ils se sont associés avec un troisième acolyte, Pierre-Jean Souviron (36 ans), courtier en prêt immobilier qui, pour l'heure, n'a pas changé de métier ni de vie.

Pour garantir une qualité de premier ordre, l'équipe ne travaille qu'avec des fournisseurs de confiance : un meunier de Picardie pour la farine, la Maison Alex (grossiste toulousain) pour les fruits secs et confits, ou un primeur du marché des Carmes pour les fruits et légumes utilisés dans les pâtisseries et les en-cas. « On achète que les produits de base car nous faisons tout nous-mêmes, de la pâte feuilletée des chaussons aux pommes à la sauce tomate des pizzas », assurent les compères.

Un savoir-faire artisanal qui semble séduire au vu des nombreux clients présents le midi ou en soirée. « Ce qui plaît, ce sont nos pains signatures, comme le Cyprien à base de farine de meule bio, le "pain des copains", qui est un mélange de farines bios, ou la "tourte blé ancien" », confie Lionel Faure. Côté gâteaux, si le pâtissier avoue un faible pour son baba au rhum revisité (un kouglouf trempé dans un sirop de mangue, fruits de la passion, orange et rhum), il remarque que les clients apprécient particulièrement le Paris-Brest, le millefeuille caramel et la tarte framboise-basilic. Pour développer l'offre salée, qui devra notamment reposer sur des en-cas végétariens, il recherche actuellement un cuisinier : « Ancien sportif de haut niveau, je suis attiré par une nourriture saine. Nous privilégions tout ce qui est bio et nos pâtisseries sont peu sucrées. »

« Nous faisons tout nous-mêmes, de la pâte feuilletée des chaussons aux pommes à la sauce tomate des pizzas. »

Une bonne nouvelle pour tous les gourmands de la Ville rose... d'autant que Cyprien, qui détient également un stand au marché couvert de Saint-Cyprien, devrait ouvrir un second point de vente en hypercentre, d'ici un an. Mais plus qu'une fréquentation élevée ou un chiffre d'affaires conséquent, l'équipe a surtout des objectifs de qualité pour que Cyprien soit reconnue par les Toulousains... et peut-être même au-delà ! En effet, l'enseigne a été sélectionnée pour participer au tournage de l'émission "La meilleure boulangerie de France" sur M6.

Et un jour, il sera peut-être temps de voir encore plus loin... Pourquoi pas avec l'ouverture d'une boulangerie en Inde, pays dont Gilles Guiraud est tombé amoureux lorsqu'il était étudiant. « La question se posera, mais ce sera sûrement sous un autre modèle », conclut-il.



Apprendre à construire SON FUTUR

PARCOURS. L'Établissement pour l'insertion dans l'emploi, dit Epide, nous a ouvert ses portes. Ici, vit une centaine de jeunes ayant quitté l'école trop tôt. Encadrés, ils construisent pas à pas leur projet professionnel, portent l'uniforme et respectent une discipline militaire.

Dans la cour de l'Epide, près de l'université Paul-Sabatier de Toulouse, de jeunes gens s'avancent en cadence. Filles et garçons portent un pull bleu, pantalon à l'avenant, et s'entraînent à marcher au pas. Chaque nouveau venu à l'Epide, l'Établissement pour l'insertion dans l'emploi, s'y essaie. « *L'idée n'est pas de faire d'eux des militaires, mais de développer la cohésion de groupe. Ça donne de la rigueur, de la discipline* », intervient Philippe Legrand, conseiller éducation et citoyenneté. L'Epide n'a pas très envie que cette image lui colle à la peau, mais la structure a bien été créée en 2005 à l'initiative du ministre de la Défense. Avec pour mission d'aider des jeunes à la dérive, en totale rupture scolaire et bien souvent sociale et familiale. Le personnel encadrant était alors essentiellement militaire, il ne l'est plus qu'à 40 %.

Ce n'est pas pour déplaire à Yacine Samar, 19 ans : « *J'aime ce qui est cadré* », dit-il en souriant, fier de montrer les drapeaux français et européens qui flottent dans la cour et de dire qu'il a été à Paris « *pour le ravivage de la flamme* » sous l'Arc de triomphe. Yacine est à l'Epide

depuis neuf mois : « *J'arrivais d'Algérie, je ne savais pas quoi faire, j'étais perdu. Ici, on redevient responsable, autonome.* » « *On avance* », précise Mohamed Taibi, 21 ans, qui a intégré la structure voici deux mois. « *Je viens d'un quartier, d'Empalot* », dit-il. Il a décroché tôt de l'école : « *Il y a des années ! Je ne faisais rien...* »

Tous deux font partie de la centaine de "volontaires", comme on les appelle. Dont un tiers de filles. Il existe 19 centres Epide en France et un 20^e devrait ouvrir à Alès. Celui de Toulouse ne date que d'avril 2017 et a déjà deux fois plus de demandes que de places disponibles. Chacune coûte en moyenne 32 000 € par an. Parmi les financeurs : les ministères de l'Emploi et de la Ville, et le Fonds social européen. « *Nous prenons des jeunes de 18 à 25 ans, sans qualification ni emploi* », explique le directeur, Claude Di Nolfo. Chacun s'engage à l'Epide, pour huit mois renouvelables, de suivre les enseignements, de dormir à l'internat et de ne rentrer chez soi que le week-end.

Yacine et Mohamed dévoilent leur chambrée, où vivent six garçons. Les lits superposés sont au carré, pas une affaire ne dépasse des casiers. Ici, le réveil sonne à 6h. À 7h, quand tout le monde a déjeuné, fait son lit, s'est lavé et habillé, commencent les tâches ménagères. Jusqu'au rassemblement à 8h. Puis chacun va en cours. Certains en salle informatique où ils rédigent leur CV pour leur recherche d'emploi : « *Le gros du travail est d'identifier leurs compétences, transférables en milieu professionnel. Ils savent faire un tas de choses !* », explique Nathalie Evrard, formatrice informatique. Encore faut-il en prendre conscience. Céline Fontaine anime un atelier appelé « *raisonnement logique* ». « *On a des sachets de bonbons, il y en a six d'une sorte, tant*

de telle couleur... », dit l'un des sept participants. Et de formuler, sans s'en rendre compte, un parfait énoncé mathématique.

Les volontaires ont aussi accès à de nombreuses disciplines sportives et doivent s'investir dans des associations.

« *Il n'y a pas de notes, pas de devoirs, il s'agit plus d'une remise à niveau* »

« *Il n'y a pas de notes, pas de devoirs, il s'agit plus d'une remise à niveau. Le plus difficile étant de s'adapter à chacun, à chaque projet* », rappelle le directeur. Pour identifier et lever les freins, « *un travail interdisciplinaire* » est réalisé avec plusieurs encadrants : des moniteurs, des formateurs d'enseignement général, de

sport, des chargés d'accompagnement social, de relations entreprises, des infirmiers...

55 % de sorties débouchent sur une formation ou un emploi, le plus souvent en alternance. L'Epide ouvre d'ailleurs son carnet d'adresses pour trouver des stages. Ainsi, Yacine a pu découvrir la manutention, le bâtiment et l'aéronautique. Ce dernier secteur lui plaît. Idem pour Mohamed : « *Mon projet c'est d'être soudeur dans l'aéronautique (...). Je ne suis pas venu ici pour rien, je veux réussir quelque chose dans ma vie.* »

Charline Poullain ✍

CentreEPIDeToulouse 

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

AVEC NOS MAISONS DES SOLIDARITÉS
**CHAQUE PROJET DE VIE
EST UNE AVENTURE HUMAINE**



RCS Toulouse B 337 337 811 - Créatis photos - © Adisano Masonahi

Après un contact avec la Maison des Solidarités d'Empalot,
**Sara a construit son projet de formation et d'insertion
professionnelle.** Chaque semaine, 14 500 personnes
contactent nos Maisons des Solidarités.



EN VIDÉO SUR [SOLIDARITES.HAUTE-GARONNE.FR](https://solidarites.haute-garonne.fr)



Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



VENTE AUX ENCHÈRES



CABINET DE Maître François MOREAU
Avocat à TOULOUSE
12, place du Salin 31000 TOULOUSE
Tel 05.62.26.40.78
Fax 05.62.26.55.92
e-mail : fmoreau@avocatline.fr

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Jeudi 17 MAI 2018 à 14 H 00

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE-PALAIS DE JUSTICE 2, ALLEES JULES GUESDE

APPARTEMENT T3 A TOULOUSE
1 à 5 Rue Vestrepain
BATIMENT J
3ème ETAGE - N° 14
LOT 546

MISE A PRIX : 16.950,00 EUROS

Le cahier des conditions de la vente n°17/00309 peut être consulté au Greffe du Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE aux jours et heures prévus à cet effet, au Cabinet de l'avocat poursuivant ou sur internet www.info-encheres.com.
Visite : MERCREDI 2 MAI 2018 DE 14 H 30 A 15 H 30
Seuls les Avocats au Barreau de TOULOUSE peuvent soutenir les enchères.

Me F.MOREAU
Avocat signé

SatConseil

Avis de constitution

Par acte sous seing privé du 27 mars 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société par actions simplifiée
DENOMINATION : SatConseil - SIEGE : 17 Chemin des Rosiers, 31130 QUINT FONSEGRIVES - DUREE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS - CAPITAL : 5 000 € - OBJET : toute activité de conseil, étude, formation, assistance à maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre et autres prestations de services en support au développement, à l'innovation, à la stratégie pour les entreprises et autres organisations relatives à l'aéronautique, au spatial, aux métiers du bâtiment et de la construction, à leurs usages et aux domaines afférents ; la prise de participations dans toutes entreprises et sociétés - ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective - AGREMENT : En cas de pluralité d'associés, les cessions d'actions à un cessionnaire n'ayant pas la qualité d'associé sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés - PRÉSIDENT : Monsieur Eric LUVISUTTO demeurant 17 Chemin des Rosiers 31130 QUINT FONSEGRIVES - Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis le Président

Suivant sous-seing privé en date du 22/03/2018, il a été constitué une SCI. Dénomination : FOURCA. Objet : Acquisition de tous immeubles de toute nature, la propriété, l'administration, la gestion par bail ou autrement. Siège social : Massadel 31190 Esperce. Capital : 500 €. Durée : 99 ans. Gérance : Mme Alzbeta Cousseau Pavlu, Massadel 31190 Esperce. M. Frédéric Cousseau, Massadel 31190 Esperce. Immatriculation RCS TOULOUSE.

Pour avis, La Gérance,



VOXEL
Société d'Avocats
Central Parc - Bâtiment A
57, Bd de l'Embouchure
31200 TOULOUSE
Tél : 05 62 72 38 38
Fax : 05 62 72 55 55
www.voxel-avocats.fr

JVCE Holding
Société par Actions Simplifiée
au capital de 1.000 euros
Siège social :
101 Avenue de Grande Bretagne
31300 TOULOUSE
R.C.S. TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date, à TOULOUSE, du 20 mars 2018, il a été constitué une Société par Actions Simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : JVCE Holding
Siège social : 101 Avenue de Grande Bretagne - 31300 TOULOUSE

Durée : 99 années à compter de sa date d'immatriculation au R.C.S

Capital : 1.000 euros, divisé en 100 actions de 10 euros chacune

Objet : en France ou à l'Étranger : toutes prestations de services concourant à la gestion commerciale, publicitaire, administrative, financière, comptable ou encore à la gestion des ressources humaines de toutes entreprises ; toutes prestations de services d'assistance, d'études et de conseils en matières financière, économique, comptable, administrative, juridique ou autre ; la gestion, l'administration, l'exploitation, l'acquisition par tous moyens (notamment par voie d'achat, échange, apport ou autrement) et la cession de participations dans toutes sociétés civiles ou commerciales, exerçant dans tous domaines d'activités, ces prises de participations pouvant être réalisées par la souscription ou l'acquisition de parts sociales, actions ou tous types de valeurs mobilières.

Admission aux Assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. En cas de pluralité d'associés, la cession d'actions au profit d'associés ou de tiers est soumise à l'agrément de la collectivité des associés.

Présidente : Madame Julie DAGUENET née GASTON, demeurant 282 Avenue de Saint-Exupéry - 31400 TOULOUSE, née le 21 mai 1984 à TOULOUSE (31), et de nationalité française.

Directeur général : Monsieur Vincent DAGUENET, demeurant 282 Avenue de Saint-Exupéry - 31400 TOULOUSE, né le 9 février 1983 à ORLEANS (45), et de nationalité française.

Commissaire aux comptes : La société BGH EXPERTS & CONSEILS, SAS au capital de 10.020 euros, dont le siège social est sis 11 bis rue Antonin Mercier - 31000 TOULOUSE, immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE sous le n° 537 373 292.

La société sera immatriculée au R.C.S. de TOULOUSE.

Pour avis La Présidente

Avis de constitution

FORME : Société à responsabilité limitée à associé unique

DENOMINATION : SL 31
SIEGE SOCIAL : 70 Bis Chemin du Château de l'Hers - Appartement A3, Bâtiment A - 31500 TOULOUSE

OBJET : Transport public routier de marchandises avec des véhicules de moins de 3.5 tonnes. Location de véhicules industriels avec conducteur avec des véhicules de moins de 3.5 tonnes

DUREE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

CAPITAL SOCIAL : 1 800 EUROS
GERANCE : Monsieur LARBAOUI Abdelkader, demeurant 70 Bis Chemin du Château de l'Hers, Appartement A13, Bâtiment A, 31500 TOULOUSE
IMMATRICULATION : RCS TOULOUSE

Pour avis, La Gérance,



Me Sébastien SALESSES
Notaire à TOULOUSE (31)
4 et 5, pl. Wilson

Suivant acte reçu par moi, le 07/03/2018, il a été constitué la Société Civile suivante : Dénomination : ARCHIBALD - Forme : société civile immobilière régie par le titre IX du livre III du Code civil - Siège : 1149 La Pyrénéenne, Immeuble « INNOPOLIS » - 31670 LABEGE - Durée : 99 ans - Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, et ceux pouvant en constituer l'accessoire. - Apport en numéraires - Capital social : 1000€ - Premiers Gérants : 1) Mme Lucie CANTIN demeurant à TOUTENS (31460) lieu-dit « Saint-Pierre », et 2) M. Virgile DA SILVA demeurant ensemble à AUZÉVILLE TOLOSANE (31320) 51 allée Campferan - Appt. A05, nommés sans limitation de durée. - Clause d'agrément : Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés. - Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Pour avis.

Par acte du 27/03/2018, il a été constitué la SARL 2A CREATION au capital de 10000 euros.

Siège social : 7 rue Jean François Pujos, 31600 MURET.

Objet : - Maçonnerie générale, - Gros œuvres charpentes et couverture,

- Travaux de carrelage, travaux de placo plâtre,

- Travaux de terrassement Voirie et réseaux divers, branchements.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Gérants : Monsieur AKYUZ Suat demeurant au 7 rue Jean François Pujos 31600 Muret et Monsieur AMRI Taleb demeurant au 16 rue Simone Henry, 31200 Toulouse nommés pour une durée indéterminée.

Immatriculé au RCS de Toulouse

Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 19 mars 2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée à associé unique

DENOMINATION : GARAGE PALAYS 31
CAPITAL : 1 000 euros
SIEGE : 95 Rue Nicolas Louis Vauquelin, 31100 TOULOUSE

OBJET : Mécanique automobile et toutes activités s'y rapportant, pose de pare brises, ventes de pièces détachées et de produits dérivés en rapport avec l'automobile et la moto, achats et ventes de véhicules d'occasion.

DUREE : 99 Années

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT DES CESSIONS : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

ORGANES SOCIAUX : Nomination sans limitation de durée.

Président : Monsieur BENDRIOUCH El Bachir, demeurant 1 Rue Marguerite Duras, Appartement C03, 31200 TOULOUSE

IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour Avis et Insertion

Par acte SSP en date du 15/03/2018, il a été constitué une SARL dénommée SJ COSY dont l'objet social est restauration traditionnelle. Siège social : 3 allée du Rouergue, 31770 COLOMIERS. Capital : 5 000 euros par apport en numéraire. Gérance : Sylvain Jarry demeurant 174 chemin Ramelet Moundi, 31170 TOURNEFEUILLE pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : SEDUC'TIF
FORME : Société à responsabilité limitée
SIEGE SOCIAL : 1, Rue des Pyrénées - 31 410 LAVERNOSE LACASSE

OBJET : coiffure mixte, vente de produits capillaires, cosmétiques et de beauté, barbier

DUREE : 99 ans

CAPITAL : 2 000 euros

GERANCE : Sophie, Michèle, Chantal PETRON, demeurant Lieu-dit Mouscaillon - 31410 LAVERNOSE LACASSE

IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis,

Suivant acte SSP en date du 26/03/2018, il a été constitué une SASU. Dénomination : DYNAVISIC. Objet : Conseils en gestion d'affaires pour entreprises industrielles en France et Etranger. Siège social : 50 rue Jean Bart 31670 Labège. Capital : 2000 €. Durée : 99 ans. Président : M. Christian ETIENNE, 27 rue de la Marelle 31320 Castanet Tolosan. Clause d'agrément: Les actions sont librement négociables. La transmission des actions s'opère sur production d'un ordre de mouvement et de pièces justificatives. La transmission est soumise à l'approbation du Président.

Conditions d'admission : Tout actionnaire peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix. Immatriculation RCS TOULOUSE.

Suivant acte SSP en date du 25/03/2018, il a été constitué une sarl. Dénomination : Nelkorian. Objet : La location d'appartements et de maisons, vides ou meublés, destinés à l'habitation principale ou secondaire. Siège social : 19 rue Claire Paulilhac Appt 60 31000 Toulouse. Capital : 100 €. Durée : 99 ans. Gérance: M. Thibault Nelkin, 19 rue Claire Paulilhac Appt 60 31000 Toulouse. Immatriculation RCS TOULOUSE.

TRANSFERT DE SIÈGE



SELARL FIRMAS MAMY SICARD DELBOUYS

Avocats
266 avenue de Grande-Bretagne - 31300 TOULOUSE
Tél. : 05.62.47.64.64

FB OPTIQUE

Société à responsabilité limitée
au capital de 8 000 euros
145 avenue des Minimes
31200 TOULOUSE
491 674 574 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 30 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée FB OPTIQUE a décidé de transférer le siège social du 145 avenue des Minimes - 31200 TOULOUSE au 148 avenue des Minimes - 31200 TOULOUSE à compter du 13 novembre 2017, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis,

MODIFICATIONS GÉRANCE

Forme : SARL. Dénomination : Au pain levé, au capital de 10.000 €. Siège : La signole 31290 Gardouch, 810743088 RCS Toulouse. L'AG Ordinaire du 13/02/2018 a décidé de nommer Mlle Marie Cheneval, nouveau(x) gérant(s) de la société pour une durée de 18 mois à compter du 13/02/2018 en remplacement de M. Bernard Tazzioli.

Modifications au RCS TOULOUSE.

3G PARTENARIAT

Société par Actions Simplifiées
au capital de 1 000 euros
Siège social : 5 avenue de Versailles
31700 CORNEBARRIEU
RCS TOULOUSE 823 766 258

Aux termes d'une délibération en date du 19/03/2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a accepté la démission de Monsieur Marcel GERARD de son poste de Président au 19/03/2018, a nommé à compter du 20/03/2018 Monsieur Romain MAZZOLINI demeurant 1 rue des Pyrénées 31530 SAINT PAUL SUR SAVE, né le 10/10/1983 à Paris 19ème en qualité de Président, et a modifié corrélativement l'article 23 des statuts.

La Présidence,

Eurl ASD CONSTRUCTION

au capital de 1000.00 Euros
Siège social : 17 chemin de silos
31100 TOULOUSE
SIRET : 82922527500017

L'AGE du 01/03/2018 a décidé de nommer : MASSAFI LAURENT demeurant à 15 chemin des Palanques Nord 31120 PORTET SUR GARONNE en qualité de nouveau gérant à compter de 01/04/2018 pour une durée indéterminée en remplacement de Mr Gérard Montoya démissionnaire

Les articles des statuts ont été modifiés en conséquence. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

MODIFICATIONS OBJET SOCIAL

Forme : SASU. Dénomination : VIP-82, au capital de 1000 €. Siège : 31 rue Ambroise Rendu appartement A04 31830 PLAISANCE DU TOUCH, 824904890 RCS TOULOUSE. L'AG Extraordinaire du 01/03/2018 a décidé d'étendre l'objet social de : Activité de voitures de tourisme avec chauffeur, toutes activités de conciergerie, location de véhicules sans chauffeur, achat-vente de tous véhicules ou engins motorisés, tous travaux de nettoyage courant de tous type de bâtiment auprès des entreprises et des particuliers, à : Transport de voyageurs par taxis, activité de voitures de tourisme avec chauffeur, toutes activités de conciergerie, location de véhicules sans chauffeur, achat-vente de tous véhicules ou engins motorisés, tous travaux de nettoyage courant de tous type de bâtiment auprès des entreprises et des particuliers à compter du 01/03/2018. Modifications au RCS TOULOUSE.

Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.

L'INFORMATION LÉGALE SUR LES ENTREPRISES

Les Greffes des Tribunaux de Commerce

L'UNION IMMOBILIER
 Société à responsabilité limitée
 au capital de 56 022,45 euros
 Siège social : CCial SAINT CAPRAIS
 31240 L'UNION
 322 882 366 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 22.03.2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'étendre l'objet social à l'activité de gestion immobilière et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

Pour avis
La Gérance

DISSOLUTIONS

ORAL OCCITANIE
 Société civile de moyens au capital
 de 45 000 euros
 20 avenue Bernard IV
 Clinique d'Occitanie - 31600 MURET
 534 920 384 RCS TOULOUSE

Avis de dissolution

Aux termes d'une décision du 20 mars 2018, l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la société à effet du 1er avril 2018 et sa mise en liquidation amiable.

Madame Odeta MODIGA-BOUTAULT, associée unique demeurant 22 rue des Fourgères 31170 TOURNEFEUILLE, assumera les fonctions de liquidateur pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus pour achever les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif.

Le siège de la liquidation est fixé au 20 avenue Bernard IV - Clinique d'Occitanie - 31600 MURET. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis,
Le liquidateur.

PATRICE DE NARDI IMMOBILIER, SARL au capital de 7500 euros, 268 avenue de Muret, 31300 TOULOUSE, 484639968 RCS TOULOUSE. Le 26/03/2018, l'Associée Unique a décidé la dissolution, sans liquidation, de la société, entraînant la transmission universelle du patrimoine à celle-ci : la société P de N Gestion, SAS au capital de 1000 euros dont le siège social est 268 avenue de Muret, 31300 TOULOUSE, immatriculée au RCS de TOULOUSE n° 807919964 ; conformément à l'article 1844-5 al. 3 du Code civil et à l'instruction fiscale 4 I-1-03 n° 118 du 07.07.03. Les créanciers peuvent former opposition dans les 30 jours de la présente publication au TC de Toulouse.

Carrosserie 31
 SAS au capital de 7500 €
 Siège : Avenue Gallieni,
 31440 Saint-Béat
 445 268 113 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Par AGE du 28 février 2018, l'associé unique a pris acte de la dissolution de la Société à compter de ce jour, et de sa mise en liquidation.

Liquidateur Monsieur LEYRET Pierre, Avenue Gallieni 31440 SAINT-BEAT. Le siège de la liquidation : Avenue Gallieni 31440 SAINT-BEAT.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

LIQUIDATIONS

La SARL à associé unique: JPP CONSEIL, au capital de 1000€. Siège social: 2T, rue de Martini-31500-Toulouse RCS Toulouse: 532890480. L'AGE du 28/02/2018 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur Monsieur PULLES Jean Pierre, de sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 28/02/2018. Mention au RCS de Toulouse.

Forme : SASU A LA SOURCE au capital de 5000 €. Dénomination : A LA SOURCE. Siège social : 8 CHEMIN DU MOULIN 31810 VERNET 831170634. L'associé unique du 27/03/2018 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur de sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/03/2018 RCS Toulouse.

SOCIETE IMMOBILIER KRUSE, SCI au capital de 45 735€, 27B Avenue De Lyon, 31500 Toulouse, 413 899 030 RCS Toulouse. L'AGO a approuvé, le 22.3.2018, les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Mr KRUSE André, 27B Avenue De Lyon, 31500 Toulouse pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture de liquidation de la société au 22.3.2018. Mention au RCS de Toulouse

DIVERS



Me Sébastien SALESSES
 Notaire à TOULOUSE (31)
 4 et 5, pl. Wilson

Avis de changement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Me Sébastien SALESSES Notaire Associé à TOULOUSE (31000) 4 et 5, place Wilson, le 22/03/2018, M. Christian ROULAND, retraité, né à PARIS 18ème (75018) le 13/06/1948 et Mme Brigitte GOUVRI, retraitée, son épouse, née à FONTENAY LE COMTE (85) demeurant ensemble à LE FOUSSERET (31430) 385 chemin de Las Grabos, mariés sans contrat à la mairie de FONTENAY-LE-COMTE le 01/12/1969 sous le régime de la communauté d'acquêts. Ont adopté pour l'avenir le régime de la communauté universelle de biens meubles et immeubles, présents et avenir, tel qu'il est établi par l'article 1526 du CC. Les oppositions pourront être faites dans le délai de 3 mois et devront être notifiées par L.R.A.R ou exploit d'huissier à Me SALESSES, 4 et 5 pl. Wilson - 31000 TOULOUSE. En cas d'opposition les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au TGI de TOULOUSE.

M. RADANIELINA RANAIVOSON Andry Nirina né le 12/01/1987 à Antananarivo (Madagascar), demeurant 6 rue de la charmerie apt 101C 31830 Plaisance-du-Touch, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronyme celui de RADANIELINA.



S.A Colomiers Habitat 8 Allée du Lauragais - BP 70131 - 31772 COLOMIERS CEDEX. **VENTE D'UN APPARTEMENT VACANT T1 à COLOMIERS** - Résidence MARGERIDE Année 1984 - COPROPRIETE de 36 Lots. Sans objet de procédures - 5 passage de la Margeride APPT 32 - 3e étage sans Balcon - Cellier - Prix de Vente aux locataires de Colomiers Habitat : 54 684 € - Prix de vente aux extérieurs : 60 152 € - SH 37,20. m² - DPE : E - Montant des charges de Copropriété : 343 €. Contactez le Service Vente au 05 81.501.501

« SUD PRIMEURS TOULOUSE »
 Société par actions simplifiée
 au capital de 50.000 euros
 Siège social : 146 avenue des Etats
 Unis - Marché d'Intérêt National
 31200 TOULOUSE
 329 628 317 R.C.S. TOULOUSE

Avis de location-gérance

Suivant acte sous seing privé du 19 janvier 2018, la société SUD PRIMEURS TOULOUSE a confié à titre de location-gérance, pour une durée de six mois, renouvelable, à effet du 1er janvier 2018, à la société GARONNE FRUITS, société par actions simplifiée, au capital de 100.547,79 euros dont le siège social est fixé avenue de la Nauze, Zone d'Aménagement Concerté d'Eurocentre - 31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 580 802 353 R.C.S. TOULOUSE, l'exploitation de la branche complète d'activité de commerce de gros du fonds de commerce qui était exploité dans l'établissement sis 146 avenue des Etats Unis - Marché d'Intérêt National - 31620 TOULOUSE (numéro SIRET 329 628 317 00029), sans droit d'occuper les locaux. La branche d'activité confiée en location-gérance sera exploitée avenue de la Nauze, Zone d'Aménagement Concerté d'Eurocentre - 31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS.

Pour insertion unique.

AB.BAT
 Société à responsabilité limitée
 au capital de 8 000 euros
 Siège social : 22 Rue de Grenade
 31790 SAINT JORY
 522 133 562 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1er Janvier 2018 :

1° le siège social a été transféré du 22 Rue de Grenade, 31790 SAINT JORY au 12 Rue de l'Europe, ZI de la Pointe, 31150 LESPINASSE, à compter du 1er janvier 2018. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

2° le capital a été augmenté de 12 000 euros, pour être porté à 20 000 euros, par incorporation de réserves.

L'article 8 des statuts a été modifié en conséquence. Ancienne mention Capital : 8 000 euros Nouvelle mention Capital : 20 000 euros Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

RECTIFICATIF

Dans l'annonce parue dans Le Journal Toulousain du 01/02/2018, concernant la société DIRECT OCCASION, il convient de lire : Acte de ssp en date du 18/01/2018 ; au lieu de Acte de ssp en date du 24/01/2018

Pour votre DÉPÔT
d'annonces légales
et judiciaires



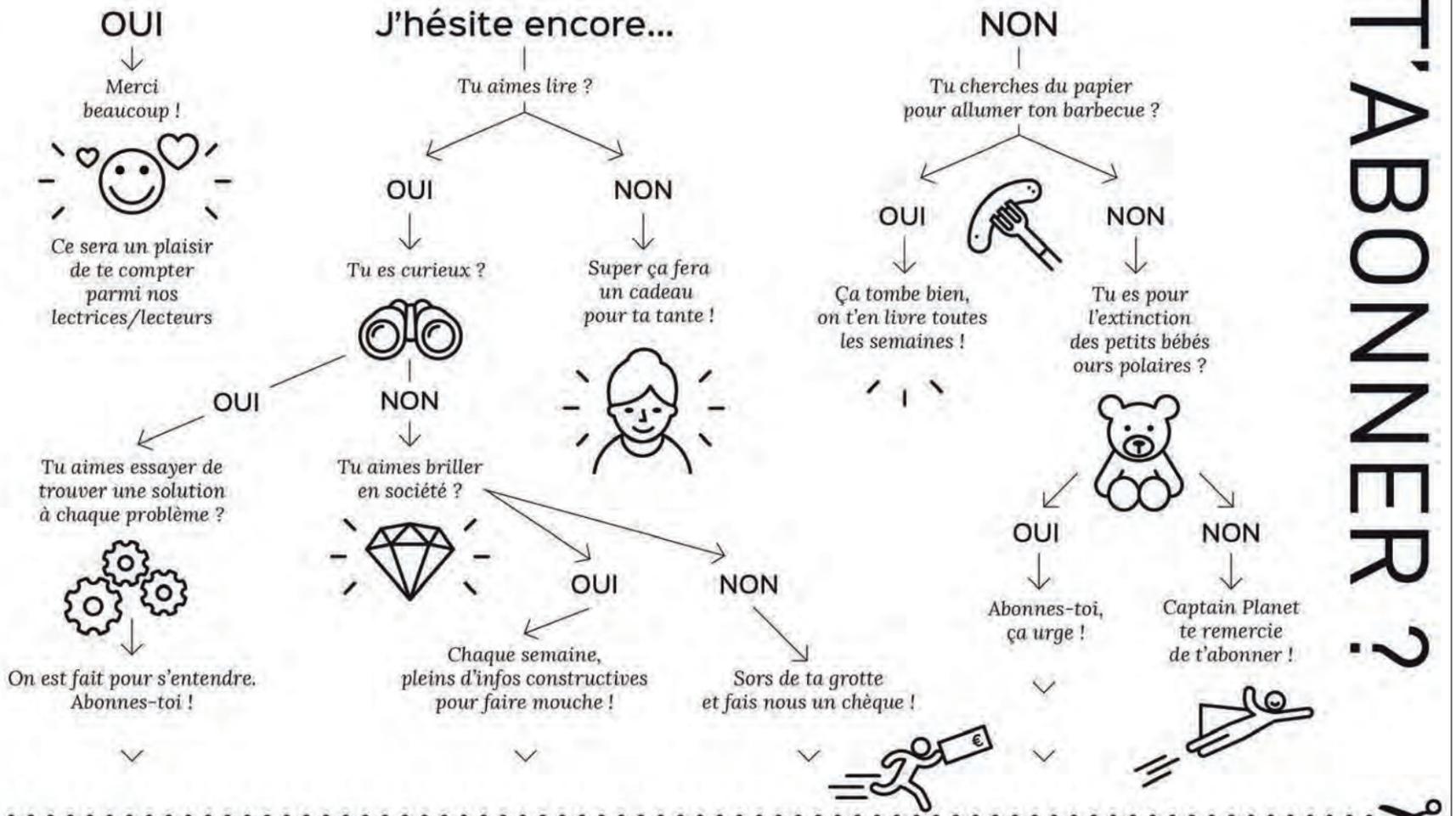
32 Rue Riquet
31000 Toulouse



annonceslegales@
lejournaltoulousain.fr

Veux-tu

LE JOURNAL TOULOUSAIN
DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE



ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + Web
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + Web offert
OUI Je m'abonne au JT!

6 MOIS 1 AN

Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____
 CP _____ Ville _____
 Mail _____

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain

Par carte bancaire n° _____

Expire fin ____/____ Cryptogramme ____

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné
de votre règlement à
Le Journal Toulousain
32, rue Riquet
31 000 Toulouse

